

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (matin) 22 novembre 2016

Direction de l'instruction publique

22 2016.RRGR.265 Motion 053-2016 Gasser (Bévilard, PSA) Directions de l'école obligatoire

N° de l'intervention: 053-2016
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 11.03.2016
Déposée par: Gasser (Bévilard, PSA) (porte-parole)
Amstutz (Corgémont, Les Verts)
Brönnimann (Mittelhäusern, pvl)
Cosignataires: 2
Urgence: refusée le 17.03.2016
N° d'ACE: 972/2016 du 31 août 2016
Direction: INS

Directions de l'école obligatoire

La personne qui est nommée à la direction d'une école de la scolarité obligatoire doit posséder un titre d'enseignement reconnu et avoir suivi avec succès la formation adéquate.

Développement :

Depuis dix ans, le canton de Berne a développé son concept d'école « dirigée ». Ainsi que le mentionne le *Guide de mise en œuvre à l'intention des communes* au point 3.1, « la formation de pédagogues à la direction d'école a été soutenue en priorité et l'est encore ».

Par ailleurs, le même document précise au point 4.2.2 les éléments suivants : « La direction d'école est responsable de la direction de l'école et/ou de l'école enfantine. Elle accomplit notamment les tâches suivantes :

- conduite du personnel ;
- direction pédagogique ;
- développement et évaluation de la qualité ;
- organisation et administration ;
- travail d'information et de relations publiques.»

Ce concept a déjà fait ses preuves et il ne doit pas être remis en cause. En résumé, on peut affirmer que le directeur ou la directrice d'une école est à la fois responsable des ressources humaines, directeur opérationnel, mais surtout et également responsable pédagogique. Or, pour pouvoir accomplir cette mission, il est indispensable de posséder une formation pédagogique complète. Il semble dès lors logique que la personne en charge de ce poste soit à la fois un enseignant, mais également au bénéfice de la formation FORDIF pour la partie francophone du canton (ou d'une formation antérieure proposée par le canton de Berne, DIRES, FORES, etc.).

D'ailleurs, ainsi que le mentionne le site de la FORDIF à propos des formations certifiantes (CAS, DAS, MAS), celles-ci « se déroulent sur un an et demi à deux ans et s'organisent autour d'un projet professionnel de fond que les participants doivent élaborer, gérer et faire évoluer tout au long de leur cursus. En conséquence, ces formations exigent que les participants disposent d'un terrain d'application pertinent pour mettre en œuvre leur projet.» Cette exigence est pertinente, car elle contraint les participants au cours à mettre en œuvre un projet concret, vérifiable sur le terrain, et non à faire de longues thèses intellectuelles, détachées du travail quotidien !

La direction de l'école est également responsable de mener les entretiens d'évaluation périodiques avec les membres du corps enseignant. Il est inconcevable qu'une personne évalue le travail d'une enseignante ou d'un enseignant sans en connaître précisément le métier.

Précisons enfin que la direction d'une école obligatoire doit régulièrement intervenir en soutien auprès d'un enseignant si les parents remettent en cause son enseignement. Comment une personne avec une formation de manager peut-elle se positionner au niveau pédagogique ? C'est

impensable ! A l'heure où des cantons comme Genève, qui avait des directions « managériales », pensent dorénavant les mettre devant les classes, cela démontre, si besoin était, l'importance d'une formation pédagogique.

La nécessité d'une formation pédagogique complète est essentielle pour la très grande majorité des directions, car celles-ci travaillent dans des écoles relativement petites. A l'inverse, dans un grand centre scolaire, il est possible d'avoir des responsabilités partagées dans l'équipe de direction (un responsable opérationnel et un responsable pédagogique, par exemple).

Réponse du Conseil-exécutif

1. Généralités

Le rôle et les tâches des directions d'école ainsi que les exigences auxquelles elles doivent répondre ont changé ces dernières années. Outre des connaissances pédagogiques, les directions d'école de tous les degrés sont ainsi tenues de posséder des compétences en matière de conduite toujours plus pointues.

L'auteur de la motion évoque le mandat professionnel des membres des directions d'école. L'article 89 de l'ordonnance sur le statut du corps enseignant (OSE) décrit les tâches incombant aux directeurs et directrices d'école, à savoir la conduite du personnel, la direction pédagogique, le développement et l'évaluation de la qualité, l'organisation et l'administration ainsi que le travail d'information et de relations publiques.

Dans l'annexe 2 relative à l'article 95, alinéa 1 OSE, il est écrit que les titulaires de ces postes doivent avoir terminé une formation à la direction d'école reconnue par l'Office de l'enseignement préscolaire et obligatoire, du conseil et de l'orientation (OECO) de la Direction de l'instruction publique. Si tel n'est pas le cas, ils subissent une déduction salariale de 10 pour cent.

Des formations à la direction d'école reconnues par l'OECO sont proposées aux enseignants et enseignantes tant dans la partie francophone du canton que dans la partie germanophone.

Pour être admises à ces formations, les personnes intéressées doivent avoir terminé une formation pédagogique et être engagées en tant que directeur ou directrice d'école ou prouver qu'elles le seront prochainement.

Est en principe admis quiconque est titulaire d'un diplôme d'enseignement reconnu en Suisse ou d'un titre jugé équivalent. Les personnes sans diplôme d'enseignement peuvent également y être admises sur dossier si elles sont en mesure de fournir une équivalence au diplôme de la formation préalable. De tels cas sont cependant rares.

Les membres des directions d'école sont engagés par les autorités scolaires locales. L'OSE prévoit que les personnes n'ayant pas suivi de formation à la direction d'école subissent une déduction salariale mais n'exige pas de formation de base en pédagogie. D'après les statistiques de la Direction de l'instruction publique, 708 des 737 directeurs et directrices d'école actuellement en activité dans les établissements bernois de la scolarité obligatoire ont toutefois terminé une formation pédagogique (soit 96 % d'entre eux).

2. Réponse à la demande du motionnaire

« La personne qui est nommée à la direction d'une école de la scolarité obligatoire doit posséder un titre d'enseignement reconnu et avoir suivi avec succès la formation adéquate. »

Les exigences posées aux directions d'école sont multiples. C'est l'autorité communale compétente qui décide à quel profil le directeur ou la directrice de son école doit répondre. C'est à elle de déterminer quelles compétences de conduite, quelles aptitudes et quelle expérience professionnelle sont exigées pour ce poste.

Le Conseil-exécutif partage l'avis du motionnaire selon lequel des connaissances fondamentales en pédagogie sont nécessaires non seulement pour la direction pédagogique des écoles et pour la conduite du personnel, mais aussi pour le développement et l'évaluation de la qualité. Il estime en revanche que de telles connaissances ne sont pas impératives pour l'organisation et l'administration ainsi que pour le travail d'information et de relations publiques.

A l'heure actuelle, seuls quatre pour cent, soit une petite minorité, des directeurs et directrices d'école engagés dans les établissements bernois de la scolarité obligatoire n'ont pas suivi de formation de base en pédagogie. Le Conseil-exécutif part du principe que ces personnes ont toutefois acquis des connaissances pédagogiques par d'autres voies et que les autorités d'engagement locales ont pris en compte leur bagage professionnel.

S'agissant de l'engagement des directions d'école, le Conseil-exécutif est d'avis que les autorités scolaires peuvent à titre exceptionnel aussi engager des personnes qui n'ont pas suivi une formation menant au métier d'enseignant et d'enseignante. Cette pratique libérale doit perdurer. Par conséquent, le Conseil-exécutif considère qu'il n'est pas nécessaire d'introduire une disposition légale exigeant que les directeurs et directrices d'école aient suivi une formation pédagogique.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Le président. Wir kommen zu Traktandum 22, der Motion «Schulleitungen an der Volksschule» von Grossrat Gasser, PSA. Der Regierungsrat will diese Motion nicht annehmen. Deshalb führen wir eine freie Debatte.

Peter Gasser, Bévillard (PSA). En compagnie de mes collègues signataires je vous invite à accepter notre motion, qui demande à ce que les directions de l'école obligatoire possèdent un titre d'enseignement reconnu en plus de la formation. Je constate avec satisfaction que le Conseil-exécutif partage ce point de vue, en reconnaissant que des connaissances en pédagogie sont nécessaires pour trois des cinq tâches qui décrivent le travail d'une direction selon le guide de mise en œuvre, soit la conduite du personnel, la direction pédagogique, ainsi que le développement et l'évaluation de la qualité. En conclusion, le gouvernement estime que le petit nombre de personnes sans formation pédagogique ne justifie pas un changement de pratique. En clair, il n'y a que quatre pour cent qui ne remplissent pas l'exigence de formation pédagogique, donc ce n'est pas très grave. Cette argumentation est malheureusement un peu trop facile.

Moi je vous demande de vous projeter dans le futur. Alors que la tâche d'une direction scolaire est extrêmement complexe, vous donnerez, si vous ne soutenez pas ma proposition, un signal extrêmement négatif pour les futurs engagements de direction. Lors des récents Swiss Education Days, les intervenants de la séance inaugurale ont tous vanté, à juste titre, le cadre libéral du canton de Berne qui permet l'instauration de cette excellente idée qu'est l'école dirigée. Tous étaient admiratifs des compétences élargies de la direction scolaire bernoise, elle qui peut choisir ses collègues pour donner sens à l'option pédagogique définie. Avec l'introduction du PER, les écoles francophones ont également développé le projet d'établissement scolaire. Ce document, essentiellement pédagogique, voire méthodologique est in fine concrétisé par les directions. Bonne chance pour la rédaction d'un tel document sans connaissances approfondies. Enfin, évaluer, voire critiquer l'enseignement des collègues est à mon sens malhonnête lorsque l'on ne possède pas soi-même les compétences de le faire. Comment la direction va-t-elle trancher lorsqu'elle devra conforter les parents qui se plaignent ou alors soutenir un enseignant avec des arguments pédagogiques?

L'école bernoise peut être fière de ses résultats, plus de 95 pour cent des jeunes obtiennent un diplôme du secondaire II, c'est certainement aussi en lien avec la qualité des cours, donc la qualité des enseignants. Dans notre système, le premier garant de cette qualité est la direction. Comment dès lors refuser ma requête alors que vous partagez tous mes arguments? J'ai eu la chance récemment de participer à un groupe de travail à propos du statut des directions; sachez que la recommandation de ce groupe à propos du taux d'occupation des directions était la suivante: une direction devrait idéalement conserver un petit pourcentage, 20 pour cent environ, d'enseignement afin de ne pas se déconnecter de la réalité du terrain. Accepter cette motion ne signifie nullement qu'il faudra renvoyer les directeurs actuellement non titulaires d'un diplôme pédagogique. À l'instar de ce qui se pratique pour des enseignants, la Haute Ecole Pédagogique est à même d'offrir un complément nécessaire à ces personnes, en se basant par exemple sur la validation des acquis. J'ose espérer que la pertinence de mes arguments saura vous convaincre à soutenir cette motion, à défaut d'être sensibles à mon charme.

Le président. Nun können sich die Mitmotionäre und Fraktionen in die Rednerliste eintragen. Wünscht Grossrat Amstutz als Mitmotionär das Wort? – Ou parlez-vous pour le groupe? – Oui, pour le groupe. Wir beginnen demnach mit den Fraktionsvoten. Wir führen eine freie Debatte, die Redezeit beträgt fünf Minuten.

Madeleine Graf-Rudolf, Belp (Les Verts). Seit zehn Jahren besteht die geleitete Schule. Dies ist eine gute Sache. Allerdings dauerte es, bis die Akzeptanz in den Kollegien vorhanden war. Man war

relativ misstrauisch, weil eine Lehrperson plötzlich Schulleiterin oder Schulleiter wurde und damit zur sogenannten Chefin oder dem sogenannten Chef. Bei 96 Prozent der Schulleitungen handelt es sich um ausgebildete Lehrpersonen. Die Führungspersonen ohne Lehrerausbildung machen nur 4 Prozent aus. Die Schulleitung ist nicht nur für die pädagogische Leitung verantwortlich – dies soll nicht wertend sein –, sondern ebenso für die Personalführung, die Qualitätsentwicklung und die Evaluation, die Organisation und die Administration sowie für die Informations- und Öffentlichkeitsarbeit. Das Spektrum ist also enorm gross; es gilt ganz verschiedene Aufgaben zu bewältigen.

Die grüne Fraktion ist geteilter Meinung, denn im Kanton Bern gibt es zurzeit 737 Schulleitungen. Davon sind es nur 29 Personen, welche über keine pädagogische Berufsbildung verfügen. In dieser Motion geht es um 29 Personen, welche eine äquivalente Ausbildung haben. Ich vertraue den Anstellungsbehörden der Gemeinden, welche die Schulleitungen schlussendlich wählen, und ich bin überzeugt, dass diese wohl überlegt und unter den verschiedenen Aspekten sorgsam die geeignetsten Personen für die Schulleitungen auswählen und anstellen.

Dave von Kaenel, Villeret (PLR). Que l'on serait si bien entre nous! Voilà comment on aurait pu aussi intituler cette intervention. Après avoir déjà voulu professionnaliser les commissions d'école pour une affaire de nomination de directeurs, mais sans résultat auprès de cette noble assemblée, notre collègue retente une nouvelle percée de la forteresse, méchante commission d'école, dans le but ultime que les profs soient dirigés et conduits exclusivement par des profs, Punkt, Schluss! Et ensuite, demandera-t-il que ces mêmes commissions d'école ne soient plus compétentes pour l'engagement des enseignants, sous prétexte que les membres de celles-ci ne possèdent pas les compétences pédagogiques requises? Allez savoir! Alors là, vous serez vraiment entre vous, donc même plus employés communaux, plutôt employés cantonaux, et là on pourra peut-être remettre en question la présence des enseignants au sein de cet hémicycle. Plus sérieusement, comme le mentionne le gouvernement dans ses propos, cela ne concerne que quatre à cinq pour cent des établissements scolaires du canton. Et à part dans la vallée de Tavannes, cela ne semble pas être un problème majeur. Alors, pourquoi donc se priver de personnes compétentes n'ayant pas encore effectué leur formation de directeur, mais qui s'engageraient à la suivre dès leur engagement? Pour toutes ces raisons, le groupe PLR va rejeter cette motion dans une très grande majorité.

Mathias Müller, Orvin (UDC). Grossrat Gasser hat ein flammendes Plädoyer gehalten für seinen Vorstoss. Nichtsdestotrotz bleibt es eine Tatsache, dass hier eine Lösung präsentiert wird für ein nicht existentes Problem. Wir haben es vorhin gehört: Gerade einmal 29 der 737 Schulleiterinnen und Schulleiter verfügen über keine pädagogische Ausbildung! Es handelt sich um 4 Prozent. Ich finde, die Schulleitung ist primär eine Führungsaufgabe, wofür Führungskompetenzen gefragt sind. Dies haben wir vorhin ebenfalls bereits gehört. Führungskompetenzen, das heisst Entscheidungsfreudigkeit, Motivationsfähigkeit, Sozialkompetenz, planungs- und organisatorische Fähigkeiten. Die Pädagogik ist kein Killer-Kriterium. Ich bin auch der Meinung, dass es schlecht und nicht zielführend wäre, die pädagogische Ausbildung gesetzlich als Killer-Kriterium zu definieren. Ebenso wenig ist es zielführend, die Handlungsfreiheit der Gemeinden mittels gesetzlicher Auflagen einzuschränken. Es ist meine Überzeugung, dass die Gemeinden selber am besten wissen, welche Anforderungen an ihre Schulleiterinnen und Schulleiter gestellt werden beziehungsweise welche Anforderungen diese erfüllen sollen. In diesem Sinn lehnt die SVP-Fraktion diesen Vorstoss einstimmig ab. Wie erwähnt, bringt er eine Lösung, wo kein Problem besteht.

Jan Gnägi, Jens (PBD). 4 Prozent aller Schulleitungen im Kanton Bern bringen keine pädagogische Grundausbildung mit. Diese 4 Prozent sind somit eine kleine Minderheit. Dies konnten wir in der Antwort der Regierung lesen. Wie auch Mathias Müller stellte sich die BDP-Fraktion schon die Frage, weshalb man eine Lösung anstrebt für ein nicht bestehendes Problem. Ausserdem befürchten wir nicht, dass ein solches Problem in Zukunft auftritt. In diesem Vorstoss geht es um die Frage der Verantwortung; die Verantwortung einer Anstellungsbehörde, aber ebenfalls, welche Verantwortung wir als Parlament den Anstellungsbehörden – zumeist auch der Schulkommission der jeweiligen Gemeinde – zutrauen. Die Schulleitung hat vielfältige Aufgaben. Diese umfassen Administratives, die Personalführung, aber auch die pädagogische Verantwortung. Eine Anstellungsbehörde müsste sich schon sehr gut überlegen, weshalb sie jemanden anstellen sollte, der keine Ahnung von Pädagogik hat. Ich glaube, die allermeisten Mitglieder von Anstellungsbehörden im Kanton Bern sind sich dessen auch bewusst. Seitens der BDP-Fraktion

trauen wir ihnen dies zumindest zu. Nicht selten unterrichtet die Schulleitung selber; insofern ist klar, dass es eine Lehrperson sein sollte. Mit dieser Argumentation könnte man auch sagen, es sei undenkbar, dass eine Schulleitung beispielsweise über keinerlei Führungserfahrung verfügt und man den Schulbehörden deshalb verbietet, jemanden ohne Führungsdiplom anzustellen. Oder wir könnten verlangen, dass eine Schulleitung über eine Weiterbildung in Personalwesen verfügt. Die BDP-Fraktion will keine solchen Vorschriften. Dies, weil wir überzeugt sind, dass wir den Anstellungsbehörden in den Gemeinden vertrauen und an ihre Eigenverantwortung glauben können, wonach sie also für ihre Schule die aus pädagogischer Sicht geeignetste Person anstellen. Die BDP-Fraktion lehnt diese Motion einstimmig ab.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Eigentlich ist eine grosse Mehrheit unserer Fraktion sehr ähnlicher Ansicht wie die Regierung. Eine grosse Mehrheit der Fraktion findet, die Motion sei abzulehnen. Weshalb? In der Begründung wird aufgeführt, welche Punkte ein Schulleiter erfüllen muss. Es handelt sich also um die Personalführung, die pädagogische Leitung, die Qualitätsentwicklung, die Organisation und die Administration, die Information und die Öffentlichkeitsarbeit. Einer dieser Punkte ist selbstverständlich die pädagogische Leitung. Die Frage ist aber, wie man sich das Management vorstellt. Aus unserer Sicht ist dies nicht so zwingend. Eine pädagogische Grundausbildung zu haben, kann sicher nützlich sein. Ich kenne natürlich auch diverse Lehrerinnen und Lehrer, welche mir sagen, dass es bei ihnen vor allem an der Führung hapert und nicht an der pädagogischen Kompetenz. Über ein Studium, welches in diesem Bereich unterwegs ist, lässt sich auch viel mehr erreichen. Insofern: nützlich ja, aber es zwingend festzuschreiben, ist eine andere Frage. Hinzu kommt, dass in der Antwort des Regierungsrats von 4 Prozent die Rede ist. Diesbezüglich muss man sich auch einmal die Frage stellen, wie gross das Problem effektiv ist, wenn man gerade einmal von 4 Prozent spricht. Damit liegt man längstens über dem Optimum des 80-zu-20-Verhältnisses. Wir sehen es grossmehrheitlich wie die Regierung.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Eigentlich kann ich mich den eben gehörten Voten anschliessen. Es wurde praktisch alles gesagt. Als EVP unterstützen wir die Argumentation des Regierungsrats ebenfalls und sehen in der Anstellung von Personen ohne Lehrtitel grossmehrheitlich kein Problem. Eigentlich geht es um drei Punkte, welche auch bereits erwähnt worden sind. Die Gemeinde ist die Anstellungsbehörde und als solche an einer gut funktionierenden und attraktiven Schule interessiert. Sie wird nur Personen anstellen, welche ihrem Anforderungsprofil genügen. Wir trauen es den Gemeinden zu, dass sie genügend kompetent sind, um richtig zu entscheiden. Zweitens zeugt die geringe Anzahl von Personen, welche «sur dossier» angestellt wurden, davon, dass sich wahrscheinlich ausgebildete Pädagogen mit Lehrtitel besser eignen, es aber auch andere gibt, die dies ebenfalls können. Diesen wollen wir diese Aufgabe ebenfalls zutrauen. Ich denke an Sozialpädagogen, welche in einem Schulheim gearbeitet haben und sehr wohl mit der Schule vertraut sind, sodass sie von ihrer Neigung her einen Schulleitungs-Job ausführen könnten. Diesen sollte es zugetraut und ermöglicht werden. Der dritte Punkt besteht aus unserer Sicht darin, dass die 4 Prozent von Personen ohne Lehrbefähigung keine Bedrohung darstellen für das gut funktionierende System der geleiteten Schulen. Eigentlich ist es uns gleich gegangen wie Grossrat Müller: Es handelt sich um den Versuch, ein Problem zu lösen, welches gar nicht existiert.

Roland Näf, Muri (PS). Ich habe diesen Voten aufmerksam zugehört und es mich gefreut, dass mit Ausnahme der Sprecher der SVP- und der glp-Fraktion alle gesagt haben, dass die Pädagogik bei den Kompetenzen einer Schulleiterin oder eines Schulleiters ein wichtiger Punkt ist. Bezug nehmend auf den Sprecher der SVP und den Sprecher der glp kann ich ein konkretes Beispiel erwähnen: Im Amt des Schulleiters oder der Schulleiterin ist das Mitarbeitergespräch wichtig. Welches ist der Kern des Mitarbeitergesprächs? Es ist dies natürlich der Unterricht. Wie Sie bei der ERZ nachlesen können, gehört auch dazu, dass man als Schulleiterin oder Schulleiter in den Unterricht hinein sieht. Für mich ist es ein Rätsel, wie Sie die Kernkompetenz im Lehrerinnen- und Lehrerberuf beurteilen wollen, ohne selber über eine pädagogische Ausbildung und noch besser – eigentlich müsste der Vorstoss noch weitergehen – über Unterrichtserfahrung zu verfügen. Ein anderes, eben gehörtes Argument ist jenes der 4 Prozent. Hier stellt sich die Frage, ob es auch bei diesen letzten 4 Prozent der Qualität der pädagogischen Ausbildung oder der pädagogischen Berufserfahrung bedarf.

Ich möchte geschichtlich zurückgehen. Die Älteren unter uns erinnern sich vielleicht, dass man in

den 1970er-Jahren in diesem Kanton eine Diskussion hatte, ob wirklich jede Gemeinde im Kanton Bern den Lehrpersonen gleich viel Lohn bezahlen muss. Bis dahin gab es einzelne Gemeinden, welche den Lehrerinnen und Lehrern einen wesentlich tieferen Lohn bezahlten. Übrigens handelte es sich seinerzeit auch um einen geringen Prozentsatz an Gemeinden, welche bei den gängigen Löhnen in diesem Kanton nicht mitmachten. Damals war die Sache klar. Man befand, dass man in diesem Kanton gewisse Mindeststandards will. Diese haben wir hier nun wirklich mit der pädagogischen Ausbildung einer Schulleiterin oder eines Schulleiters. Selbst wenn Sie eine Gemeinde haben, deren Schulbehörde etwas abstruse Vorstellungen einer Schulleitung hat, verdienen es die Kinder auch dort, dass die Schulleiterin oder der Schulleiter pädagogisch kompetent ist und das Kerngeschäft der Lehrerinnen und Lehrer wirklich dahingehend beurteilen kann, ob die Qualität gegeben ist. Deshalb, liebe Kolleginnen und Kollegen, zieht die SP folgendes Fazit: Es gibt einfach gewisse Mindeststandards, welche ebenfalls für die letzten 4 Prozent in diesem Kanton gelten sollten – und dazu gehört die pädagogische Ausbildung einer Schulleiterin oder eines Schulleiters.

Le président. Die Liste ist offen für Einzelsprecherinnen und Einzelsprecher. Als letzte Fraktion ist die EDU mit Grossrat Oester an der Reihe.

Stefan Oester, Belp (UDF). Wir haben die Argumente gehört und auch, welche Aufgabe den Schulleitungen obliegt. Es ist dies einerseits die Personalführung, andererseits sind die Schulleitungen Administratoren, Organisatoren. Nun haben wir von Roland Näf noch den Schwerpunkt gehört: die pädagogische Ausbildung, welche notwendig ist. Dies heisst, dass die pädagogische Ausbildung in einer beliebigen Form gegeben sein kann und nicht zwingend mit einem Lehrerdiplom belegt werden muss. Also, die Anforderungen sind sehr verschieden, und je nach Situation sind auch die Bedingungen unterschiedlich. Nicht in jedem Ort und in jeder Gemeinde werden diese gleich gehandhabt. Eigentlich steht die EDU hinter dem Antrag des Regierungsrats und wird diesen Vorstoss ablehnen. Bei diesem kleinen Prozentsatz, welcher noch im Raum steht, ist für uns nicht vordringlich, dass etwas an der bisherigen Praxis geändert werden müsste. Auch wir setzen das Vertrauen in die örtlichen Behörden, dass sie bei der Auswahl Augenmass walten lassen. Deshalb lehnt die EDU diesen Vorstoss ab.

Le président. Wenn das Wort nicht mehr gewünscht wird, erteile ich dem Erziehungsdirektor das Wort.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Es handelt sich um ein ähnliches Thema wie jenes der vorhin behandelten Motion Seiler. Allerdings sind die Vorzeichen umgekehrt. Hier geht es darum, die Anstellungsvoraussetzungen für Schulleitungen zu verschärfen und «weniger liberal» zu sein. Ich habe viel Verständnis für dieses Anliegen. Wer eine Schule leitet, sollte grundsätzlich etwas von Schule und von Pädagogik verstehen beziehungsweise auch ein Flair dafür haben. Ich bin aber der Meinung, dass es hierfür nicht zwingend in jedem Fall einer eigentlichen Lehrerausbildung bedarf. Klar, in aller Regel ist dies der Fall. Wie Sie gesehen haben, verfügen 96 Prozent aller Schulleitungen über eine pädagogische Ausbildung. Wenn eine Gemeinde eine Nicht-Lehrperson anstellt, muss sie sicherstellen, dass die betreffende Person etwas von Pädagogik und Schule versteht. Dies kann aber auch auf anderen Wegen sichergestellt werden. Es kann sich um andere Ausbildungen handeln, um Zusatzausbildungen wie die Schulleiterausbildung, oder es können andere Erfahrungen im Schulfeld sehr wertvoll sein. Das Leiten einer Schule besteht sicher aus Pädagogik, aber ebenso aus Managementaufgaben. Lehrpersonen, welche als Schulleiter tätig sind, müssen ebenfalls Management- und Kommunikationsfähigkeiten verfügen. Sie müssen mit Menschen umgehen können, also mit Gemeindebehörden und der Öffentlichkeit. Sie bedürfen Kenntnisse in Planung und Strategie sowie in Personalführung. Es bedarf nicht nur der Pädagogik – es gibt verschiedene Aspekte.

Dass nur 4 Prozent der Schulleitungen in unserem Kanton über keine pädagogische Ausbildung verfügen, führen wir nicht an, um zu sagen, dass dies kein Problem sei und wegen dieser 4 Prozent kein Handlungsbedarf bestehe. Dies haben wir Ihnen vor allem deshalb aufgezeigt, weil daraus hervorgeht, dass die Gemeinden sorgfältig mit der Möglichkeit umgehen, auch Leute als Schulleiter anzustellen, welche nicht Lehrpersonen sind. Ich halte es für richtig, auch in Zukunft das Vertrauen in die Gemeindebehörden zu setzen, dass diese die richtigen Leute und nicht irgendwelche Personen anstellen, welche keine Ahnung von Pädagogik und Schule haben und sich nicht dafür

interessieren. Die Gemeinden gehen nicht so vor. Wir dürfen ihnen den Freiraum lassen, im Einzelfall, wenn es – wie im Zusammenhang mit der Motion Seiler – richtig ist, jemanden anzustellen, der keine Ausbildung als Lehrperson mitbringt. Meines Erachtens und aus Sicht der Regierung besteht kein Handlungsbedarf, um von der heutigen Regelung abzuweichen. Es ist ein kleiner Spielraum vorhanden, der vernünftig angewendet wird.

Le président. Der Motionär hat sich in die Rednerliste eingetragen und ist unterwegs. – Das Wort hat der Motionär Grossrat Gasser.

Peter Gasser, Bévillard (PSA). Je suis très heureux de voir combien vous faites une confiance absolue à ces autorités d'engagement. Mais, à part cela, j'aimerais vous préciser qu'une autorité d'engagement c'est un concours, et que si elle n'a reçu que trois postulations ou deux, elle devra choisir entre ces trois ou deux, et si dans les trois ou deux il n'y a pas la personne adéquate, elle choisira forcément quelqu'un d'autre, donc elle ne va pas forcément choisir la meilleure personne, mais elle va choisir le moindre mal. Ce n'est pas forcément une garantie de qualité parce que l'on va choisir.

Deuxième élément, je suis surpris aussi d'entendre que, en tout cas pour la Suisse romande, il y a une institution commune qui s'appelle la FORDIF, qui forme les directions. C'est drôle, dans les statuts, cette institution n'accepte que des enseignants et des gens qui ont une pratique. Alors tous les Suisses romands estiment qu'il faut être prof pour faire direction? Nous peut-être pas. Bien sûr qu'on a le droit de le faire, mais disons qu'il y a quand même plusieurs personnes qui estiment que ce n'est peut-être pas si faux que cela.

J'ai l'impression que vous avez peur. Vous avez peur de quoi? Est-ce que c'est tellement dangereux d'avoir des profs, Walter? Enfin Dave, je te fais comme cela peur? Je crois qu'il n'y a pas besoin d'avoir peur, ayez confiance bon sang, et je vous rappelle que c'est nous les enseignants qui développons vos enfants. D'ailleurs, si vous n'êtes pas satisfaits, Dieu sait si vous venez vite, parce qu'alors vous oubliez vite toute couleur de parti et tout pour venir défendre vos enfants, et vous avez bien raison. Donc, continuez de faire confiance et laissez les gens faire! Enfin dernière chose, si dans les conseils d'administration on n'avait que des avocats, comme c'est arrivé à un moment donné, cela conduit à la faillite. Non, il faut des gens du métier, que l'on soit n'importe où. Donc, ayez confiance et puis ce n'est pas pour quelques pourcentages qu'il faut paniquer. On peut trouver des solutions, soyons créatifs.

Le président. Der Motionär hat den Vorstoss nicht in ein Postulat gewandelt. Wer die Motion annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 36

Non 103

Abstentions 3

Le président. Sie haben die Motion abgelehnt.